

Burundi : les taxes explosent, « la ménagère » trinque

La Tribune Afrique | 26/12/2016 Asphyxié par le gel des aides financières internationales et une croissance au point mort, le Burundi vient de décider une hausse tout azimut des taxes sur les produits de consommation. Télécoms, sucre, essence, sacs plastiques, automobile…; le spectre de la surtaxe couvre la majeure partie des secteurs d'activités. Une politique fiscale qui suscite déjà les critiques de la société civile qui voit en cette nouvelle loi, une manière de faire porter aux contribuables les poids des dépenses publiques.

Face à une conjoncture économique critique, le Burundi vient de décider l'augmentation de plusieurs taxes. Une mesure impopulaire, que le gouvernement justifie par la perte d'une grande partie de l'aide extérieure que recevait le pays. La crise politique que traverse le pays a également impacté négativement la croissance. Concrètement, le parlement burundais a donné son accord à l'application de loi budgétaire 2017 qui contrairement au texte ayant régi l'exercice 2016 sera alimenté à 70% par des ressources financières internes générées par la taxation de différents produits de consommation courante. Un réajustement qui vise à faciliter la concrétisation des prévisions globales du budget 2017 estimées à 1.152 milliards de francs burundais (FBU) contre 1.119 milliards en 2016 en 2016, ce qui représente une hausse de 2,9%. Bujumbara s'attend également à une hausse des charges budgétaire pour l'exercice 2017. Ces dernières s'étaient établies à 1.260 milliards de FBU en 2016 et devraient atteindre 1.326 milliards en 2017, soit un accroissement de 5,2%. Des estimations qui coïncident avec le tarissement de l'aide financière provenant des bailleurs de fonds internationaux, notamment l'UE. Un gel de la coopération qui a fait chuter la part des aides extérieurs de 50% à moins de 30%. Tout y passe même les sacs plastiques ! Cette nouvelle politique fiscale devra se traduire sur le terrain par une hausse de la taxe spécifique de téléphonie mobile sur le trafic national (qui passe de 42 à 52 FBU). Une majoration qui devrait injecter 16 milliards de FBU de recettes dans les caisses de l'Etat. S'y ajoutent, la taxe de consommation sur le carburant avec un impact estimé d'un peu plus de 13 milliards de FBU, la taxe spécifique sur le kilogramme de sucre qui sera augmentée de 200 FBU et apportera quelques 4 milliards de FBU au budget. Ce renforcement fiscal aura également un volet environnemental. En témoigne, la taxe anti-pollution sur les véhicules usagés de plus de 10 ans, qui devrait rapporter des recettes de l'ordre de 200 millions de FBU au trésor publiques. Le budget récemment adopté comporte également une surtaxe de 50% de la valeur en douane sur les sachets de plastiques importés, ce qui devrait apporter 100 millions de FBU aux finances publiques. Cette hausse presque généralisée des taxes courantes fait grincer des dents du côté de la société civile, notamment l'Observatoire de lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME). Pour cette ONG, cette orientation publique vise à éviter l'austérité au gouvernement en faisant supporter le poids de la conjoncture aux consommateurs. Une politique qui risque de déclencher un mouvement social au moment où le Burundi a enregistré un taux de croissance négatif de 4,1% en 2015, conjugué à la dépréciation de 60% de sa monnaie nationale ou encore une dette intérieure estimée à 700 milliards de FBU.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});